

14 octobre 2021

(21-7761)

Page: 1/3

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 22 DE L'ACCORD SUR LA
MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL
SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994**

QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS AU ROYAUME-UNI AU SUJET
DES DOCUMENTS G/VAL/N/1/GBR/1 ET G/VAL/N/2/GBR/2¹

ROYAUME-UNI

La communication ci-après, datée du 12 octobre 2021, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Les États-Unis tiennent à remercier le Royaume-Uni pour la notification de sa législation en douane contenue dans le document G/VAL/N/1/GBR/1 ainsi que pour ses réponses à la liste de questions figurant dans le document G/VAL/N/2/GBR/1.

Les États-Unis demandent qu'il soit répondu par écrit aux questions suivantes:

G/VAL/N/1/GBR/1

- Question n° 1: Le Royaume-Uni pourrait-il expliquer la différence entre le montant total de la contrepartie "à payer pour les marchandises" et le montant total de la contrepartie "à payer à l'occasion de l'importation des marchandises au Royaume-Uni", selon les expressions utilisées à l'article 16, paragraphe 3, de la Loi sur la fiscalité (commerce transfrontières)?
- Question n° 2: L'article 107 définit l'expression "valeur totale" d'une marchandise comme étant le "montant total qui serait exigible dans une transaction entre parties indépendantes effectuée pour ou à l'occasion de l'importation de marchandises". La référence à une "transaction entre parties indépendantes" suggère l'existence d'un rapport avec les ventes à des parties liées; toutefois, l'expression "valeur totale" est également utilisée dans des articles (tels que les articles 108 et 114) qui ne traitent pas des transactions entre parties liées. Le Royaume-Uni pourrait-il expliquer plus en détail la notion de "valeur totale" et la manière dont elle se rapporte à la détermination de la valeur en douane?
- Question n° 3: L'article 113 dispose qu'une redevance "que l'acheteur doit payer au vendeur" doit, dans certaines circonstances, être incluse dans la valeur transactionnelle des marchandises importées. Comme condition de l'ajout de ces redevances au prix effectivement payé ou à payer, le Royaume-Uni exige-t-il que le paiement de la redevance soit lié aux marchandises à évaluer et soit effectué en tant que condition de la vente, comme le prévoit l'article 8:1 c) de l'Accord sur l'évaluation en douane ("l'Accord")?

¹ Un précédent document contenant des questions relatives à la législation douanière du Royaume-Uni a été distribué sous la cote G/VAL/W/378.

- Question n° 4: De même, en ce qui concerne l'article 113, le Royaume-Uni pourrait-il préciser dans quelles conditions, le cas échéant, les redevances que l'acheteur paierait à un tiers serait ajoutées au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises?
- Question n° 5: En ce qui concerne l'article 117 relatif aux "intérêts sur le financement", le Royaume-Uni pourrait-il expliquer l'objet de l'alinéa 3 b) ("dans les cas où l'acheteur vend les marchandises dans un délai de 30 jours à compter du lendemain de la date de leur mise en libre circulation, celles-ci sont vendues à un prix représentant au moins la valeur indiquée dans la déclaration douanière"), qui n'est pas une prescription au titre de la Décision n° 3.1 de l'OMC?
- Question n° 6: Le Royaume-Uni pourrait-il préciser si, en vertu de l'article 123, les marchandises doivent avoir été produites dans le même pays pour être considérées comme identiques ou similaires?
- Question n° 7: En ce qui concerne l'article 123, paragraphe 6, le Royaume-Uni pourrait-il expliquer quels sont les critères utilisés pour déterminer si un volume est "suffisant" pour "être représentatif aux fins de la détermination du prix unitaire"?

G/VAL/N/2/GBR/1

- Question n° 1: Concernant la réponse à la question n° 1 a) iii), le Royaume-Uni pourrait-il préciser si l'importateur est en droit de recevoir une explication des raisons pour lesquelles le Service fiscal et douanier de Sa Majesté (HMRC) estime que les liens ont influencé le prix avant qu'il n'agisse, ou si cette explication n'est fournie qu'après que le HMRC a conclu que le prix de cession entre sociétés n'était pas acceptable?
- Question n° 2: Concernant la réponse à la question n° 1 a) iv), le Royaume-Uni pourrait-il indiquer la disposition spécifique de sa législation qui donne effet aux méthodes prévues à l'article 1:2 b)? La disposition citée (Partie 12, chapitre 2, 108) ne semble pas faire référence aux méthodes énoncées à l'article 1:2 b) i), ii) ou iii)?
- Question n° 3: Concernant la réponse à la question n° 1 b), veuillez préciser où la disposition citée traite des procédures d'évaluation relatives aux marchandises perdues ou endommagées.
- Question n° 4: Concernant la réponse à la question n° 2, qui porte sur la faculté donnée à l'importateur d'inverser l'ordre d'application des articles 5 et 6, le Royaume-Uni indique qu'il "permet que l'ordre d'application des articles 5 et 6 soit inversé si cette façon de procéder est justifiée et si des données probantes à cet égard peuvent être fournies sur demande". Toutefois, la disposition citée indique que les méthodes 4 et 5 peuvent être appliquées "dans l'ordre inverse au choix de la personne qui fait la déclaration douanière". Le Royaume-Uni pourrait-il préciser à quels critères, le cas échéant, l'importateur doit satisfaire pour inverser l'ordre d'application des méthodes 4 et 5?
- Question n° 5: Concernant la réponse à la question n° 5, veuillez préciser si l'importateur doit demander un réexamen ou un recours afin de recevoir une explication écrite de la manière dont la valeur a été déterminée par application de l'article 7 de l'Accord.
- Question n° 6: Concernant la réponse à la question n° 5 c), veuillez indiquer la loi ou le règlement du Royaume-Uni qui énumère spécifiquement les méthodes d'évaluation interdites au titre de l'article 7:2 a) à g) de l'Accord.

Question n° 7: Concernant la réponse à la question n° 7, la disposition citée concernant la conversion des devises indique, à l'alinéa 18 3), que "[l]a conversion doit être effectuée conformément à la disposition figurant dans un avis public émis par les Commissaires du HMRC". Nous notons que les taux de conversion sont indiqués en ligne ([Exchange rates from HMRC in CSV and XML format - GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/data-sets/exchange-rates-from-hmrc-in-csv-and-xml-format)), mais le Royaume-Uni pourrait-il préciser s'il s'agit là de l'avis public prescrit?
